

# Le sionisme et la République, comme un poison dans l'eau

Comité Action Palestine (30/04/2021)

Dimanche 25 avril 2021, les sionistes ont mobilisé les troupes pour dénoncer la décision de justice dans l'affaire Sarah Halimi, assassinée en 2017. Tout en entérinant le caractère antisémite du crime, la Cour de Cassation, la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français, avait confirmé le 14 avril que le discernement du meurtrier de Sarah Halimi était aboli au moment de l'acte et qu'à ce titre il ne peut être jugé. Il faut imaginer que chaque mot de cette décision de justice a du être pesé et mûrement réfléchi. Pourtant les sionistes n'ont de cesse de réclamer le jugement du meurtrier, faisant fi de siècles de débats sur l'irresponsabilité pénale des déments et faisant fi aussi de toute humanité, au risque d'une régression à l'âge de la barbarie. Le droit romain avait déjà consacré l'idée que « le crime n'est engagé que si la volonté coupable survient ». A l'image de ce qu'ils ont instauré en Palestine, les sionistes nous entraînent vers une société où la loi du plus fort prime sur tout le reste, une société dénuée de toute humanité et de toute compassion pour les plus faibles.

Ce qui importe à leurs yeux, c'est de mettre en accusation la justice elle-même, les magistrats et par extension les principes républicains tant chéris officiellement, tant affichés par la classe politique, pour mettre les musulmans sous la botte. Le paradigme sioniste est simple et clair : tout est antisémitisme. Leur stratégie non moins simple et claire : alerter en permanence sur le spectre de l'antisémitisme. Il s'agit de mettre sous pression

permanente le système politique et installer durablement la stratégie de la tension. Les idéologues sionistes ont colonisé les médias pour réclamer justice à Sarah Halimi, terme « justice » qui sonne particulièrement faux dans leur bouche fielleuse et raciste. En réalité, ils n'ont cure de la question de l'irresponsabilité pénale. Leur objectif est d'entretenir un climat de haine et de peur. Méthode fasciste qui consiste à légitimer le crime israélien en Palestine et à isoler politiquement en France les soutiens de la cause du peuple palestinien, notamment les musulmans.

Il a suffi de cette manifestation du 25 avril pour que le Ministre de la Justice, E. Dupont-Moretti, accède à leur demande. La loi sur l'irresponsabilité pénale va être changée. Il y a lieu dès lors de s'interroger sur l'irresponsabilité politique du gouvernement à plier aussi facilement face au sionisme, que l'intellectuel Abraham Léon qualifiait de produit pourri de l'impérialisme. Lorsque le système politique est à ce point fragilisé comme il l'est aujourd'hui, c'est une bonne opportunité pour le gouvernement de pouvoir compter sur ses soutiens politiques, surtout dans la perspective des élections présidentielles de 2022. Dans la décomposition en cours du régime politique, le sionisme est comme un poison dans l'eau que la classe dirigeante boit à grandes gorgées.